Emboîtant le pas à Sarkozy, qui avait donné le ton dans son discours de Periqueux, Darcos a présenté les nouve aux program mes... pas spécialement innnovants mais vraiment afflige ants ļ L'éducation l'ém ancipation de s futurs citoyens, la transmission de compétences pour comprendre le monde ne sont plus de s priorités. Les élèves de vront désormais ingurgiter un savoir minimum, rendu indigeste parce que décontextualisé ou le ur inadapté à âœ et leur développement. Le rôle des enseignants ?De simples exécutants, des techniciens de l'éducation, chargés de fabriquer des individus dociles et respectueux!

Me nsonge rs

La mission première du service public d'éducation reste à ce jour de garantir la réussite de tous. Mais comment croire que cette volonté est partagée par nos ministres successifs? Bref rappe I:

- Réduction de la durée scolaire obligatoire de 2 heures semaine
- redéfinition des missions des RASED, vers leur fin program mée
- baisse de la scolarisation de s 2/3 ans
- continue de s e nse ignants
- non-remplacement d'un fonctionnaire sur 3 puis d'un fonctionnaire sur 2 d'ici 2012, au total c'est 80 000 postes dans le service public d'éducation qui sont voués à disparaître!

Logiq ue l'évaluation systématique : évaluer de c'est re nonce r

Au de là de la maîtrise d'une compétence, de l'acquisition d'une connaissance comment évalue-ton son réinvestissement, comment évalue-ton la capacité de faire du lien ? Comment évalue-ton le chem inement, les progrès d'un enfant vers l'autonomie dans l'accès au savoir notamment, le déve loppement de la curiosité, le désir d'apprendre, la confiance en soi ? Que lles évaluations nationales pourront mesurer ce la ?

« L'écok va finir par faire uniquement ce qui est évaluable. Or les ambitions de la république ne le sont pas toujours. Il est effrayant de voir cette machinerie s'étendre et exiger des résultats quantifiables et im médiats. Elle ignore que la formation d'un élève n'a rien à voir avec la fabrication d'une marchandise. Elle ignore que la relation pédagogique se négocie dans la durée, qu'une politique de prévention ne peut pas s'évaluer puisque prévenir, c'est précisément em pêcher d'advenir. L'éducation, ce n'est pas la production d'individus calibrés. On sait obtenir de bons résultats immédiats: il suffit de bien sélectionner à l'entrée, de bien calibrer en cours de route et d'écarter les élèves qui n'entrent pas dans le moule. Ce pilotage par le résultat va mettre une pression terrible sur les enseignants. » Philippe Meirieu

Les enseignants seront condamnés à faire du bachotage pour attirer le chalant (dans le cadre de l'éclatement de la carte scolaire) et mais également pour assurer leur carrière (puisqu'ils seront désorm ais évalués sur les résultats des élèves).

Enfin nous sommes en droit de nous interroger sur l'objectif de ces évaluations, elles n'interviennent pas au début du cycle comme c'était le cas pour les évaluations CE2 mais à la fin des cycles 2 et 3. Il ne s'agit donc pas d'obtenir un éclairage afin de lister les com pétences qu'il convient de consolider en début de cycle en fonction de son groupe-classe. Il s'agit plutôt d'une "évaluation-bilan", que l'est donc son but ?Ecarter, réorienter les élèves en difficulté ?

Mensonger encore que de dire qu'une plus grande liberté sera accordée à l'ense ignant pour choisir telle ou telle méthode ... sous l'appellation méthode c'est éventuellement le mot "manuel" - dégradation de la formation initiale et qu'il faut entendre car les méthodes e lles, sont imposées d'une manière be aucoup plus rigides qu'auparavant. L'occultation progressive des cycles par un cloisonnement des compétences année par année enfermera davantage les enseignants. De même, les types

d'e xe rcice s re com m andés réduise nt le plus souvent l'acte d'enseigner à la mise en place d'automatismes et à la m ém orisation.

Dém agogiques

Une fois de plus, Sarkozy, Darcos et Cie care sse nt l'opinion publique dans le sens du poil : les programmes seront clairs et concis de façon à ce que les pare nts puisse nt se les approprie r... Dans une logique consumériste où les familles les plus aisées pourront choisir leur école, les parents sont désormais invités à croiser les résultats des évaluations. **l**e re spe ct program mes... O UI les parents sont des parte naire s à part entière, OUI les e nse ignants ont le de voir de informer de ce qui se fait à l'école et dans la classe mais chacun -parent d'élève, ense ignant-doit rester dans son rôle. Il est primordial de rétablir la confiance plutôt que d'accroître la défiance, défiance préjudiciable à la mise en place de la relation pédagogique entre l'enseignant et les élèves... Les p rogrammes doivent être faits pa

Les cours de rattapage pendant les vacances

Nous serons donc très prochaînement sollicités pour assurer des cours de remise à niveau pendant les prochaines vacances de Pâques. Travaillons plus pour gagner plus, que le aubaine ! Les heures supplémentaires défiscalisées en légalisant une forme de travail au noir, contribuent à renforcer le ch ôm age, les déficits des caisses de la sécurité sociale et des caisses de retraite.

Et au-de là de ces considérations, peuton raisonnablement imaginer que l'on vient réellement en aide aux élèves en difficulté ? Clairement identifé comme celui ou celle qui retourne à l'école pendant les vacances, l'enfant délà fragile est enferm é, stiom atisé dans la spirale de l'échec. 5 fois 3 heures de "classe" pendant les vacances de Pâques, ce la signifie que les enfants concernés vont enchaîner 18 sem aines d'école avec des coupures de 2 à 3 jours uniquement...

La nécessité de faire réussir tous les élèves à l'école passe par de toutes autres mesures (abaissement des effectifs, développement du travail en équipe, plus de maîtres que de classes, renforcement des réseaux d'aides spécialisées, ...) qui nécessitent d'autres choix, notamment budgétaires.

Le SNUipp appelle l'ensemble des collèques à ne pas entrer dans ce dispositif!

des pédagogues pour des pédagogues. Ce ne sont pas des instruments de contrôle l'usage de s pare nts. Comment les parents s'y prendraient-ils d'ailleurs ? Un enseignant peut décider de différer, de survoler ou de faire l'impasse sur une notion s'il juge que l'ensemble des élèves de la classe la maîtrise ... il peut décider de travailler une compétence à l'oral auque I cas il n'y en aura pas trace dans les cahiers. Cette invitation à la suspicion ne fera que rendre notre métier plus difficile.

Irréaliste s

Comment faire tenir tout le programme dans 24 heures hebdom adaire au lieu de 26 quand viennent s'ajouter une heure de sport, le renforcement des langues

vivantes, de la gram maire, l'histoire des arts...? Certes on allège les contenus en histoire, géographie, sciences et arts mais cette solution est loin de nous satisfaire. A travers ces matières, les élèves font aussi du français et des maths, ils lisent, ils écrivent, ils calculent, ils mémorisent, ils réinvestissent, ils font du lien... Pour les élèves en difficulté ce sont souvent des entrées détournées mais efficaces. Au-delà de l'intérêt pédagogique, il est fort regrettable que l'école, dans une perspective utilitariste, program mes dans domaines. Nous savons bien que pour certains enfants, c'est l'école et elle seule apporte I'ouverture indispensable. Nous pensons qu'un re tour sur les fondamentaux le "lire, écrire, compter " est en effet nécessaire, mais pour nous, il ne s'agit pas de faire des choix entre plus de ci et moins de ça, il ne suffit pas de figer des listes de notions gram maticales, de verbes, dans des programmes pour que le niveau des élèves en orthographe remonte! Ce dont nous avons be soin, c'est du temps et des m ove ns de concertation, form ation, conceptualisation, pour com pre ndre comment articuler le s savoirs fondamentaux et les autres dom aine s d'e nse igne m e nt auxque ls l'école ne doit sur tout pas re noncer!

Im provisés

La soi-disant sim plicité de ces nouveaux programmes introduit en réalité confusion, interrogation et incohérence.

Re traités

Le mécontentement des Retraités à propos de leur pouvoir d'ach at s'exprime de plus en plus.

C'est une augmentation immédiate de toutes les retraites qui est réclamée par les organisations syndicales de retraités.

Les Unions Confédérales de Retraités avec la FGR-FP pensent que la situation des Retraités nécessite une action rapide avant les échéances électorales.

La Section Fédérale des Retraités FSU se joindra à la journée nationale d'action qu'elles organisent le 6 m ars.

Journée nationale d'actions le 6 m ars

Dans la Sarthe nous participe rons au

rasse m ble m e nt

à 10 h e ure s de vant le Palais de s Congrès du Mans.

De voirde m ém oire ?

"Désorm ais chaque année, à partir de la rentrée scolaire 2008, tous les enfants de CM2 se verront confier la mémoire d'un des 11 000 enfants victimes des lois Sarkozy-Horte feux contre l'immigration. Les enfants de CM2 de vront connaître le nomet l'existence d'un enfant renvoyé par avion dans son pays. Rien n'est plus émouvant pour un enfant que l'histoire d'un enfant de son âge, qui avait les mêmes jeux, les mêmes joies et les mêmes espérances que lui".



En Sarthe, la situation de nom breuses fam illes de sans-papiers exige solidarité et vigilance. Un article fèra le point dans le prochain bulletin FSU.

Les rassemblements sont annoncés sur le site : sd72.fsu.fr

RASED

Le collectif, suite à la conférence de presse du 13 février (CF article 0 uest France sur notre site), a exposé les menaces qui pèsent sur les missions des personnels de RASED à deux députés du département. Ceux-ci se sont engagés à intervenir à l'Assemblée nationale sous la forme d'une question écrite sur l'avenir des rased.

De puis début février, de s actions diverses sont menées dans tous les départements pour alerter l'opinion publique.

Form ation CAPASH: vers une option rése au " maître spécialisé de soutien" ???

Indicate urs menaçants! Les collègues, interessée-e-s par la formation de rééducate ur, ont été interpellée-s par l'IA pour qu'ils formulent d'autres voeux (option E ou option F). La formation G

n'est plus dispensée dans l'A cadémie de Nantes, comme dans d'autres académies!

Les demandes de départ seront examinées lors de la CAPD du 18 mars. N'hésitez pas à nous contacter avant la CAPD.

égalem ent

Bulle tin de syndicalisation voir sur la version-papier que vous avez reçu ou sur notre site

29 mars défense des retraites journée nationale d'action

à l'appel de la CGT et de la FSU

détail prodiain bulle tin FSU et/ou site internet:sd72.fsu.fr

Cale ndrier du mouvement

6 au 7 avril 8 avril 16 avril 30 avril au 6 m ai 27 m ai 9 au 15 juin 1er juille t

Publication de la liste des postes

O uverture du serveur - saisie des voeuxFermeture du serveur

Vérification des barèmes par les intéressés

CAPD 1ère phase

O uverture du serveur pour la 2ème phase

CAPD 2ème phase

Vers une école de la détection... ... analyse à travers deux exemples

1- L'externalisation et la médicalisation de la difficulté scolaire

Rappe lons avant tout que la difficulté scolaire est, dans la plupart des cas, normale.

Eprouver des difficultés à apprendre étant le ressort de tout apprentissage.

Lorsque ces difficultés persistent, leurs étiologies peuvent être de diverses origines : sociales, culturelles, psychologiques, familiales, institutionnelles et peut-être organiques ou physiologiques.

Actue lle ment, au sein de l'institution scolaire, l'approche médicale de s difficultés scolaires est très présente.

En e ffe t. courant neuro comporte mentaliste à nouveau en voque actuellement, tente d'imposer cette approche comme responsable de la difficulté scolaire. Nous assistons ainsi un re tour de s "dys"(dysle xie, dyscalculie, dyspraxie...), à une arrivée massive de troubles (de l'attention, de langage, de mémoire...), le tout re le vant de troubles des apprentissages. L'enfant se rait donc porteur dysfonctionne m e nt génétique neurologique dont il ne pourrait pas s'affranchir. Il est ainsi enfermé dans un trouble alors irréversible, les difficultés transform ent e n h andicap alement reconnu. Dans le cadre

de la loi de février 2005 sur le handicap, soins et aides diverses compensatoires se mettent alors en place et sont dispensés par des professionnels dépendants du secteur de la santé.

L'e nfant e stréduit à un suje t biologique

Que cette approche soit fondée pour certains élèves, sans doute... en re vanche, qu'elle de vienne dominante est suspect. Elle enferme et réduit l'enfant à un sujet biologique, en éliminant le sujet psychique, social et culture I présent chez chacun et se prive alors de toute possibilité de changements.

De plus, la définition de ces troubles procède par exclusion à savoir qu'elle élimine la présence d'un certain nombre de variables avant de poser le diagnostic du trouble. De fait, elle exclut d'emblée des catégories d'élèves: ceux issus de milieu défavorisé et ou déficient et ou souffrant de trouble psychique (cf. définition de la circulaire n°2002-024 du 31 janvier 2002 sur les troubles spécifiques du langage).

Par aille urs, en diagnostiquant le trouble du seul point de vue médical, les enseignants, l'institution scolaire, les familles,... se trouvent dépossédés de

le urs éventuelles responsabilités ou possibilité d'action. Cette approch e à des évolutions fe rm e la porte constructives permettent que l'inverse d'au tre s approch e s dynam ique s (pédagogiques, sociologique, psych o logique psych analytique ...).

Du tri à l'exclusion

Ce la signifie moins de pédagogie, de formation, de recherche en science de l'éducation. Ce la entraîne une présence moins importante de la collaboration école /RASED dans le travail commun d'aides directes auprès de l'élève qui en a besoin.

Se uls certains enfants, souvent issus de milieux défavorisés, re lèveraient encore de la difficulté scolaire. Et c'est alors que tout s'articule dans cette école du tri, du smic scolaire (socle commun), des évaluations sommatives: pour ces derniers, plus d'école (les 2 heures libérées), un contrat individuel (le FFRE), des évaluations à la fin de chaque cycle pour mieux exclure et orienter au moment de l'entrée au collège.

2- Le repérage des futurs délinguants

Ces constats sont à mettre en parallèles avec les récents rapports et lois concernant les tentatives de repérage des enfants susceptibles de de venir des délinquants.

C'est le rapport de l'INSERM qui prône no tamment 'une détection très précoce des troubles comportementaux' chez l'enfant censés 'annoncer un parcours vers la délinquance' mais aussi le projet de loi sur la délinquance et l'ancien rapport BENISTI, qui préconisent le dépistage le plus tôt possible de comportements considérés commedéviants.

Rappe lons que la plupart de ces comportements ou attitudes sont

ordinaire s dans le développement affectif de jeune s'enfants et relèvent de phénomène s'éducatifs, psychologique s ou sociaux que l'on souhaite pourtant médicalise r'à l'extrême.

L'école pourrait alors être un des lieux de repérage de ces comportements et attitudes soi disant prédictifs du pire.

En réaction à ces écrits et projets, le collectif pas de zéro de conduite pour les enfants de 3 ans a vu le jour à l'initiative de pédopsychiatres et a permis, en récoltant plus de 200 000 signatures, de remettre en cause le rapport de l'Inserm:

'En stigmatisant comme pathologique toute manifestation vive d'opposition inhérente au développement psychique de

l'enfant, en isolant les symptômes de leur signification dans le parcours de chacun, en les considérant comme facteurs prédictifs de délinquance, l'abord du développement singulier de l'être humain est nié et la pensée soignante robotisée"...

Les signataires refusent "la médicalisation ou la psychiatrisation de toute manifestation de malêtre social" et s'engagent à "préserver dans nos pratiques professionnelles et sociales la pluralité des approches dans les domaines médical, psychologique, social, éducatif... visà-vis des difficultés des enfants en prenant en compte la singularité de chacun au sein de son environnement".

A travers ces deux exemples:

- l'essor de la médicalisation de la difficulté scolaire, son externalisation et le renforcement des approches mécanistes de l'apprentissage d'une part,
- les tentatives de dépistage et d'enfermement génétique des comportements d'autre part, on voit donc comment l'école peut stigmatiser, trier, repérer dès la maternelle et perdre les objectifs et les moyens dans l'accès non discriminatoire au plus et mieux d'école pour tous, essence même d'une démocratie de l'égalité et de la justice.

Nous de vons re fuser une te lle école etmettre toutenœuvre pour faire éch ouer un te l projet.

Carte scolaire :

Résistons et continuons d'exiger le respect de la grille pour les ouvertures, les ferm etures!

Elé.	Fermeture		0 u√e r ture		
	ZEP	H ors ZEP	ZEP	H ors Z EP	
2	17	20	19	22 (24)*	
3	39	45	43	49 (51)	
4	61	70	67	76 (79)	
5	83	95	9 1	103 (107)	
6	110	125	120	135 (140)	
7	132	150	144	162 (168)	
8	154	175	168	189 (196)	
9	176	200	19 2	216 (224)	
10	198	225	216	243 (252)	
11	220	250	240	270 (280)	
12	242	275	264	29 7 (308)	
13	264	300	288	324 (336)	
14	286	325	312	361 (374)	
15	308	350	336	388 (402)	
16	330	375	360	415 (430)	

- 18 m ars : groupe de travail, l'IA annonce les proje ts de ferm e ture e t d'ouverture - 31 m ars : CTPD , l'IA arrête ses décisions

Pour obtenir les modes de calculs, pour faire le point sur la situation de votre école, Consultez notre site Internet ou contactez les délégués du personne I SNU ipp * table au de gauche, dernière colonne : les parenthèes correspondent aux "nouveaux contrats" fixés par l'IA et de fait annoncés par les IEN. Mais pour nous, seuls les seuils font référence!

Mat.	Ferm e ture		0 u√e r ture	
	ZEP	H ors Z EP	ZEP	H ors Z EF
2	25	30	28	28
3	50	60	51	61
4	75	90	79	9 4
5	100	120	107	127
6	125	150	140	165
7	150	180	168	198
8	175	210	196	231
9	200	240	224	264
10	225	270	252	29 7
11	275	300	280	330
12	300	330	308	363